

DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'USAGE PERSONNEL (SANS COMPENSATION) OU USAGE MIXTE D'UN LOCAL D'HABITATION

Art. L. 631-7 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et délibérations de la ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille Provence

1/ ADRESSE DU LOCAL OU DES LOCAUX D'HABITATION OBJET DU CHANGEMENT D'USAGE

N° : Voie :

Complément d'adresse : Code postal :

Bâtiment : Escalier :

Étage : Porte : Lot⁽¹⁾ N° :

Référence cadastrale Superficie du local d'habitation : m²

Surface totale habitable du bâtiment : m² Nombre de pièces principales :

2/ IDENTITÉ DU DEMANDEUR

Qualité : Propriétaire Locataire Occupant à titre gratuit

Vous êtes un particulier :

Mme M. Nom : Prénom :

Adresse personnelle : Code Postal :

Ville : Téléphone : Portable :

Courriel : @

Profession :

Vous êtes une personne morale ⁽²⁾ :

Dénomination :

Adresse du siège social : N° : Voie :

Code postal : Ville :

Représentant de la personne morale :

Mme M. Nom : Prénom :

Qualité :

⁽¹⁾ pour les immeubles en copropriété

⁽²⁾ uniquement dans le cadre d'une mission d'intérêt général, pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif, au profit d'un hôtel étoilé ou d'une auberge de jeunesse

3/ INFORMATIONS SUR LE LOCAL OBJET DE LA DEMANDE

Le local appartient-il à un bailleur social ? oui non

Si oui, nom du bailleur social :

S'agit-il d'un remplacement ? oui non

Si oui, nom du professionnel remplacé :

Référence de son autorisation : n° Date :

Nombre de professionnels qui exerceront dans le local :

Nom	Prénom	Profession	Référence des autorisations si déjà délivrées

Au-delà de quatre locaux, dupliquer le tableau sur une feuille séparée.

4/ SI DEMANDE D'USAGE MIXTE

Nombre de personnes devant habiter le local à titre de résidence principale :

Dont adulte(s) : Dont enfant(s) :

Surface réservée à l'activité :

Nombre de pièces : Surface partagée ⁽³⁾ :

Surface réservée à l'habitation ⁽⁴⁾ : Nombre de pièces :

Y aura-t-il réception de clients ou de marchandises dans le local ? oui non

5/ PRÉSENTATION DU PROJET

Transfert d'activité : oui non Extension d'activité : oui non 1^{re} installation : oui non

Description de votre projet :

.....

.....

.....

.....

6/ ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

Je déclare exacts tous les renseignements fournis ci-dessus.

Fait à le

Signature

⁽³⁾ Surface que vous utiliserez à la fois pour votre activité et pour votre habitation {par ex: entrée, couloir, sanitaires ... }

⁽⁴⁾ L'autorisation peut être accordée si la surface réservée à un autre usage que l'habitation est inférieure à 50 % de la surface totale du local

ANNEXE 1 : ENGAGEMENT DU PROPRIÉTAIRE

Je soussigné(e) Mme M.

Nom : Prénom :

Adresse :

agissant en qualité de propriétaire

agissant en qualité de mandataire du propriétaire

Mme M.

Nom : Prénom :

du local situé :

n° : Voie:.....

(entrée, bâtiment, immeuble, résidence) :

Complément d'adresse : Code postal :

Référence cadastrale Nombre de locaux :

Superficie du local d'habitation : m² Surface totale habitable du bâtiment : m²

Nombre de pièces principales sans compter cuisine et salle de bains :

1/ **Autorise** (s'il n'est pas le demandeur)

Nom : Prénom :

à occuper à usage mixte à usage autre qu'habitation (totalité du local)

le local visé ci-dessus, sous réserve d'obtention d'une autorisation municipale visée à l'article L.631-7 du code de la construction et de l'habitation.

2/ **Atteste** que le règlement de copropriété du local visé ci-dessus ne s'oppose pas au changement d'usage sollicité.

3/ **M'engage**

• à ne pas exercer l'activité envisagée tant que l'autorisation sollicitée ne m'aura pas été délivrée par le Maire de Marseille

• à respecter le code de l'Urbanisme article L 441-1 et suivants et notamment à solliciter si nécessaire une autorisation (Déclaration préalable ou permis de construire) ainsi qu'une autorisation de travaux auprès du service de sécurité de la Ville de Marseille en cas de création d'un établissement recevant du public.

3/ **Écrire de façon manuscrite la totalité du texte suivant :**

« J'atteste que le logement ne fait l'objet d'aucun conventionnement, ni n'a bénéficié d'aides publiques interdisant à ce jour le changement d'usage »

.....
.....
.....
.....

« J'atteste que le logement respecte les normes de décence prévues par le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 »

.....
.....
.....
.....

J'atteste sur l'honneur et certifie exacts tous les renseignements fournis ci-dessus.

Il est rappelé l'article 441-7 du Code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait :

1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;

2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;

3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié ;

Les peines peuvent être aggravées lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au ***Trésor public ou au patrimoine d'autrui***;

De plus, cas d'infraction aux dispositions de l'article L.631-7 du CCH, des poursuites auprès du tribunal correctionnel de Marseille peuvent être engagées pour mettre en œuvre les sanctions prévues aux articles L.651-3 du CCH.

Fait à le

Signature

ANNEXE 2

Liste des pièces à joindre en deux exemplaires pour toute demande de changement d'usage à titre personnel (sans compensation) ou usage mixte

POUR TOUTE DEMANDE

• Plan coté du local objet de la demande, daté et signé par le(s) demandeur(s), avec mention de la surface habitable conformément à l'article R.111-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Si usage mixte, hachurez sur le plan la partie réservée à l'activité, avec mention de la surface, qui doit être inférieure à 50 % de la surface habitable.

- Titre d'occupation ou attestation de propriété du demandeur, éventuellement promesse de vente et/ou projet de bail.
- Si mandataire, fournir une copie du mandat.
- Annexe 1 remplie et signée par le propriétaire
- Règlement de copropriété ou le procès verbal de l'assemblée générale.
- Copie des statuts de la structure en cas de cabinet de groupe
- Si la demande est présentée par un mandataire : copie du mandat

PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

selon la situation de chaque demandeur

1/ Professions libérales réglementées

officiers publics ou ministériels, auxiliaires médicaux, professions constituées en ordre professionnel ou entrant dans le champ d'application des lois de 1966 et 1990

- Copie de la carte professionnelle en cours de validité ou attestation de l'inscription à l'ordre ou à défaut le diplôme et attestation sur l'honneur certifiant que ce diplôme permet l'exercice de la profession
- En cas de remplacement d'un professionnel autorisé : copie de l'autorisation antérieurement délivrée pour ce local

2. Autres professions libérales

- Toute déclaration (exemple URSSAF...) ou affiliation (exemple RSI, CNAVPL...) justifiant l'exercice d'une profession libérale

3/ Demandeurs poursuivant une mission d'intérêt général

- Fiche de synthèse présentant le projet
- Toute pièce justifiant l'intérêt général : copie des statuts, copie du décret de reconnaissance d'utilité publique, bilan et compte de résultats approuvés du dernier exercice, compte rendu de la dernière assemblée générale ...

4/ Associations et fondations

- Copie des statuts
- Copie de la publication de la déclaration au Journal Officiel

5/ Artisans

- Toute pièce justifiant la qualité d'artisan (ex : immatriculation au Répertoire des métiers)